

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 GLISY

GLISY, le 20 décembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

PARC EOLIEN ENERTRAG Plateau Picard IV

CAP CERGY 4-6 RUE DES CHAUFFOURS
Bâtiment B
95015 CERGY

Références : 2022 - E20220
Code AIOT : 0005108055

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/11/2022 dans l'établissement PARC EOLIEN ENERTRAG Plateau Picard IV dénommé "Oresmaux II" implanté à Oresmaux et Essertaux. L'inspection a été annoncée le 19/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le Plan Pluriannuel de Contrôle 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARC EOLIEN ENERTRAG Plateau Picard IV
- Parc éolien 80160 ORESMAUX
- Code AIOT : 0005108055
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société "Enertrag Plateau Picard IV SAS" exploite sur les communes d'Oresmaux et d'Essertaux un parc éolien dénommé "Oresmaux II" composé de 6 éoliennes VESTAS type V110 - 2,2 MW MK 10D de puissance unitaire 2,2 MW et d'un poste de livraison. Ces 6 éoliennes ont été autorisées par arrêté préfectoral du 01 mars 2018 et mise en service le 01 mars 2022 (début du contrat de vente à EDF et début du contrat de maintenance de Vestas).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Respect des dispositions des articles 7, 8, 9, 10, 12, 13, 14, 17 et 18 de l'AM du 26/08/2011 modifié

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositions Constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	/	Sans objet
2	Conformité norme NF EN / IEC 61400	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8	/	Sans objet
3	Conformité mise à la terre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	/	Sans objet
4	Conformité risques électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10	/	Sans objet
5	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Sans objet
6	Accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	/	Sans objet
7	Panneau et identification mât	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Sans objet
8	Essais arrêts avant mise en service	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-1er alinéa	/	Sans objet
9	Essais annuels des arrêts	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-2ème alinéa	/	Sans objet
10	Vérifications électriques annuelles	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-3ème alinéa	/	Sans objet
11	Contrôle des brides et du mât	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I	/	Sans objet
12	Contrôle visuel des pâles	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II	/	Sans objet
13	Systèmes Instrumentés de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III	/	Sans objet
14	Systèmes Instrumentés de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-IV	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pas de non conformité à signaler.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions Constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : L'inspection a porté sur les plate-formes et les voies d'accès au poste de livraison (PDL) et aux éoliennes OR 1, OR2 et OR5. Celles-ci étaient en bon état d'entretien (sol, végétation herbacée). Mais, il convient d'évacuer les gravats présents sur la plate-forme de la machine OR2 et d'enlever l'agrainoir (propice à la fréquentation de l'avifaune) présent à proximité de la machine OR5. Les voies d'accès sont présentes et praticables par des véhicules de secours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conformité norme NF EN / IEC 61400

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Certification CE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'aérogénérateur est conçu pour garantir le maintien de son intégrité technique au cours de sa durée de vie. Le respect de la norme NF EN 61 400-1 ou IEC 61 400-1, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou toute norme équivalente en vigueur dans l'Union européenne à l'exception des dispositions contraires aux prescriptions du présent arrêté, permet de répondre à cette exigence. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de chaque aérogénérateur de l'installation avant leur mise en service industrielle. En outre l'exploitant dispose des justificatifs démontrant que chaque aérogénérateur de l'installation est conforme aux dispositions de l'article R. 111-38 du code de la construction et de l'habitation.
Constats : Le parc est composé de 6 éoliennes Vestas V110 - 2,2 MW MK10D. Elles portent les n° de série allant de 239790 à 239795 (cf tableau ci-dessous au point relatif à l'article 17-1er alinéa). L'exploitant a présenté une déclaration de conformité aux directives « machines » 2006/42/CE et CEM 2014/30/CE, et aux normes EN 61 400-1 (exigences de conception des éoliennes) et autres relatives aux éoliennes pour les 6 machines. Déclaration globale datée et signée du 07/03/2022. L'identification des machines OR1, OR2 et OR5 (n° de série sur la plaque du constructeur) a été vérifiée. Un rapport dénommé "Start up procédure" est établi par Vestas avant la mise en service des machines .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Conformité mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Mise à la terre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est mise à la terre pour prévenir les conséquences du risque foudre. Le respect de la norme IEC 61 400-24, dans sa version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, permet de répondre à cette exigence. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle.
Constats : - Vu document Vestas n°0043-4372 V06 du 23/11/2018, "Lightning protection", écrit en anglais, décrivant la protection contre la foudre et les conducteurs de mise à la terre. - Vu le certificat du poste de livraison établi par l'installateur Enertrag AG France (4, rue des Chauffours 95015 Cergy) en date du 27 novembre 2020 et validé par Consuel le 07 décembre 2020, relatif au réseau de terre et à l'installation alimentée en HTA (normes NF C 13-100 et NF C 13-200). - Vu le rapport R20241415-1-1 du contrôle effectué le 27/11/2020 du Poste de livraison alimenté par un réseau public de distribution HTA (inspection partielle de l'installation Haute Tension, de la prise de terre et du système équipotentiel Référentiels: NF C13-100 et NF C 13-200) - Vu le rapport R21553591-1-1 des contrôles effectués les 29/11/2021 par APAVE relatifs au poste de livraison et distribution HT du parc (inter-éolien) et des cellules HT des éoliennes (normes NF C 13-100 et NF C 13-200), à l'installation électrique basse tension (norme NF C 15-100). Chaque partie comprend le contrôle du réseau de mise à la terre. Pour les éoliennes elles-même, voir réponse ci-dessus au point précédent.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Conformité risques électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est conçue pour prévenir les risques électriques. Pour satisfaire au 1er alinéa : - les installations électriques à l'intérieur de l'aérogénérateur respectent les dispositions de la directive du 17 mai 2006 susvisée qui leur sont applicables ; v- pour les installations électriques extérieures à l'aérogénérateur, le respect des normes NF C 15-100, NF C 13-100 et NF C 13-200, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, permet de répondre à cette exigence. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'installation pour prévenir les risques électriques, avant sa mise en service industrielle.
Constats : La conformité aux dispositions de la directive 2006/42/CE est reprise dans la déclaration de conformité établie par Vestas relative aux 6 machines présentes (cf réponse art.8 ci-dessus). Pour le contrôle des installations, cf réponse art.9 ci-dessus.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation. Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil. Dans le cas d'un projet de renouvellement d'une installation existante, autre qu'un renouvellement à l'identique ou une extension au sens de l'article R. 181-46-I du code de l'environnement, l'exploitant met en place un suivi environnemental, permettant d'atteindre les objectifs visés au 1er alinéa du présent article, dans les 3 ans qui précèdent le dépôt du porter à connaissance au préfet prévu par l'article R. 181-46 du code de l'environnement.
Constats : ENERTRAG a mandaté le bureau d'études Auddicé pour réaliser : • Le suivi des habitats naturels, • Le suivi d'activité de l'avifaune de février 2022 à novembre 2022, avec 2 sorties en période hivernale, 5 sorties en période de migration pré-nuptiale, 4 sorties en période de nidification (2 IPA et 2 inventaires nocturnes) et 5 sorties en période de migration post-nuptiale ; • Le suivi de l'activité des chiroptères en nacelle d'une éoliennes (OR6) de début mars à fin novembre 2022 ; • Un suivi de la mortalité de l'avifaune et des chiroptères de début mars à fin novembre 2022 (semaines 9 à 48) à raison d'un passage par semaine, soit 40 prospections. L'étude de l'activité et de la mortalité de l'avifaune et des chiroptères s'est portée sur l'ensemble des éoliennes (6 au total).
Le rapport devra être transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 28 février 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Vérification effectuée sur le PDL et les machines OR1, OR2 et OR5, dont les portes sont bien fermées à clé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Panneau et identification mât

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Affichage public
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : Un panneau d'affichage comportant les pictogrammes requis: • consignes de sécurité en cas de problème avec le numéro de téléphone des urgences; • l'interdiction d'entrer dans les machines et les dangers liés à l'électrocution. • la possibilité de chute de glace. était présent à l'entrée des plate-formes des 3 éoliennes vérifiées sus-mentionnées et sur la porte du PDL. Les pictogrammes sont également présents sur les portes des éoliennes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Essais arrêts avant mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-1er alinéa					
Thème(s) : Risques chroniques, Maintenance					
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet					
Prescription contrôlée : Avant la mise en service industrielle d'un aérogénérateur, l'exploitant réalise des essais permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre l'aérogénérateur en sécurité. Ces essais comprennent : - un arrêt ; - un arrêt d'urgence ; - un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime.					
Constats : Un rapport de « Start up procédure » (contrôles et vérifications des aspects électrique, mécanique et supervision) est établi avant la mise en service des éoliennes. Seul le document de la machine OR1 a été transmis entièrement rempli et signé. L'exploitant déclare que les vérifications ont été effectuées en janvier 2022. Il convient de transmettre les documents "Start up procédure" dûment complétés et datés pour les éoliennes 2 à 6. Les dispositifs des arrêts sus-mentionnés ont été de nouveau contrôlés en juillet 2022 (cf ci-dessous) lors du "Check ICPE Electrical" (voir paragraphe 3).					
	Date Sart up procedure (Vestas)	Check ICPE Electrical (Vestas)	WTG TORQ (AGV Industry)	Enertrag avec SKY Visor	
OR 1 - 239790	07/01/22	15/07/22	09/04/22	11/02/22	07/10/22
OR 2 - 239791	01/22 à confirmer	15/07/22	13/04/22	11/02/22	07/10/22
OR 3 - 239792	01/22 à confirmer	13/07/22	22/04/22	11/02/22	07/10/22
OR 4 - 239793	01/22 à confirmer	11/07/22	22/04/22	09/02/22	06/10/22
OR 5 - 239794	01/22 à confirmer	07/07/22	23/04/22	10/02/22	07/10/22
OR 6 - 239795	01/22 à confirmer	06/07/22	23/04/22	09/02/22	01/10/22
Réfrnce Articles	8, 17 - 1	17 - 1, 17 - 2, 18 - 3	18 - 1	18 - 2	18 - 2
Type de suites proposées : Sans suite					
Proposition de suites : Sans objet					

N° 9 : Essais annuels des arrêts

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-2ème alinéa					
Thème(s) : Risques chroniques, Maintenance					
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet					
Prescription contrôlée : Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.					
Constats : Les machines ont moins d'un an de mise en service. Néanmoins, un contrôle a été réalisé en juillet 2022 dans le cadre du "Check ICPE Electrical" cf point ci-dessus.					
Type de suites proposées : Sans suite					
Proposition de suites : Sans objet					

N° 10 : Vérifications électriques annuelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-3ème alinéa
Thème(s) : Risques chroniques, Maintenance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent » à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé . Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19 .
Constats : Sans objet: parc de moins d'un an.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Contrôle des brides et du mât

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle-Brides et mât
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
Constats : Vestas sous-traite le contrôle des 3 mois à AGV Industry (Rapport WTG TORQ). Voir les dates de contrôle dans le tableau ci-dessus. Les contrôles sont en cours de validité. Le parc a moins d'un an (mise en service: 01/03/2022).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Contrôle visuel des pâles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle-Pâles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II. - Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.
Constats : Un contrôle visuel approfondi des pales est réalisé par Enertrag en collaboration avec SKY Visor (fournisseur du drone et du logiciel). Un premier contrôle a été effectué les 09, 10 et 11 février 2022 puis les 01, 06 et 07 octobre 2022. Les contrôles visuels extérieurs des pales sont valides. Toutefois, il convient de prêter attention à la périodicité semestrielle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Systèmes Instrumentés de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III
Thème(s) : Risques chroniques, SIS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.
Constats : Ces vérifications sont réalisées dans le cadre du Check ICPE Electrical" paragraphe 4. Déjà réalisés en juillet 2022 pour une mise en service au 01/03/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Systèmes Instrumentés de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-IV
Thème(s) : Risques chroniques, SIS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : IV. - La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : Enertrag a fourni une liste (mise à jour 02/09/2022) des SIS répondant aux dispositions de l'art 18-III ci-dessus. Le contrôle des systèmes instrumentés de sécurité a lieu au moment de la mise en service « Start up procedure » puis dans le cadre du « Check ICPE Electrical » cf tableau ci-dessus.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

